

Brochure n° 3005-III

Convention collective nationale

IDCC : 403. – **TRAVAUX PUBLICS**

Tome III : ETAM

(5^e édition. – Septembre 2005)

AVENANT DU 21 OCTOBRE 2005

**RELATIF AUX SALAIRES MINIMA ANNUELS APPLICABLES EN 2006
(ILE-DE-FRANCE)**

NOR : ASET0551327M

IDCC : 403

Entre les organisations signataires ci-après, en application de l'avenant n° 18 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 21 juillet 1965,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent accord a pour objet de fixer les salaires minima annuels du personnel relevant de la convention collective nationale précitée employé dans les entreprises adhérant :

- aux organisations syndicales patronales affiliées à la fédération régionale des travaux publics, région Ile-de-France (Paris, Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne et Val-d'Oise) ;
- à la fédération parisienne des SCOP du bâtiment et des travaux publics pour la section travaux publics et pour les mêmes départements.

Article 2

Dans toutes les entreprises de travaux publics, quelle que soit la durée du temps de travail pratiquée, les salaires minima sont annuels et calculés sur la base de 35 heures.

Pour l'année 2006, et pour l'ensemble des départements, ils sont fixés à :

(En euros.)

GRILLE DE CLASSIFICATION	SALAIRES MINIMA ANNUELS
Employés	
A	15 900
B	17 400
C	18 800
D	20 700
Techniciens agents de maîtrise	
E	23 800
F	26 100
G	27 800
H	28 450

Article 3

Les parties signataires conviennent de se rencontrer au plus tard dans le courant du dernier trimestre de 2006.

Article 4

Le texte du présent accord sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris, conformément aux dispositions du code du travail.

Les parties signataires en demanderont l'extension au ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale.

Fait à Paris, le 21 octobre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération régionale des travaux publics d'Ile-de-France ;

Fédération parisienne des SCOP du bâtiment et des travaux publics, pour la section travaux publics.

Syndicats de salariés :

Syndicat national des cadres, techniciens, agents de maîtrise et assimilés des industries du bâtiment et des travaux publics CFE-CGC BTP ;

Comité intersyndical de la région parisienne Force ouvrière BTP ;

Union régionale professionnelle du bâtiment et des travaux publics et des activités annexes de l'Ile-de-France CFTC ;

Union régionale de la construction et du bois de l'Ile-de-France CFDT.